

TAAWOUN *

La Lettre des Coopérations au Maroc

* *Coopération*

Réalisée par **Marcooop**, agence de Conseil en coopérations décentralisée et internationale avec le Maroc, avec le soutien de la Commission Nationale de la Coopération Décentralisée (France)



N° 65 – Novembre 2014

SOMMAIRE

- **Coopérations franco-marocaines**
- **Autres coopérations nationales**
- **Les nouvelles du Maroc**
- **L'interview du mois : *Abdeslam DAHMAN*, Secrétaire Général de l'association TARGA-AIDE**
- **Nouvelles coopérations avec des collectivités marocaines**
- **Mouvements/Nominations/Distinctions**
- **Rendez-vous**
- **Appels à projets / Annonces**
- **Abréviations/Indications**
- **Le Mot de la Rédaction**

COOPERATIONS FRANCO-MAROCAINES

COOPERATION DECENTRALISEE

Législation

Publication d'un décret (25/11/2014) qui réforme la Commission nationale de la coopération décentralisée (France), notamment pour l'ouvrir davantage au développement économique, et ce, conformément aux recommandations du rapport d'André LAIGNEL de 2013. La CNCD voit ainsi ses compétences élargies à "l'ensemble de l'action extérieure des collectivités territoriales et de leurs groupements". Elle se réunira désormais 2 fois par an, sera composée de 33 membres dont 14 représentants des collectivités et des associations spécialisées ; enfin, elle sera présidée par le Ministre des Affaires étrangères et son vice-président sera choisi parmi les représentants des collectivités.

Ville d'Agde / CU de Tata - Assainissement

Signature d'un protocole additionnel aux accords cadres signés en 2009, par la Ville d'**Agde** et la CU de **Tata**, qui s'engagent pour 3 ans dans la réalisation des tranches 2, 3 et 4 du projet d'assainissement liquide des quartiers périphériques de Tata. Par ailleurs, une convention de partenariat relative à la tranche 2 des travaux d'assainissement liquide et son plan de financement maroco-français ont été signés entre le ministère de l'Intérieur, l'Agence du Sud, l'ONEE, la Province de Tata, le Conseil Provincial, la CU de Tata et la Ville d'Agde via ses partenaires français (le Ministère des Affaires Etrangères et du Développement International, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et le Conseil Général de l'**Hérault**).

Ville de Portiragnes/CU d'Asrir

Signature d'un protocole d'accord entre la CU d'Asrir et la Ville de de Portiragnes les engageant dans une coopération décentralisée avec comme axe central l'eau et l'assainissement dans le cadre du 1% relatif à la loi Oudin. Cette coopération prévoit d'autres thèmes de travail et d'échanges portant sur la citoyenneté des jeunes générations et l'économie sociale et solidaire.

Conseil Général de l'Isère/ Conseil Régional du Sous-Massa-Drâa – Tourisme rural

Dans le cadre de l'appui apporté par le Conseil général de l'Isère au développement du tourisme rural durable dans la région de Sous-Massa-Drâa, l'association Tétraktys a accueilli pour une visite d'étude et d'échange le Réseau de Développement Touristique Rural.

Conseil Général de l'Isère/Conseil Régional du Souss-Massa-Drâa – Suivi

Au titre de la préparation du renouvellement de leur accord de coopération, organisation dans l'Isère d'une réunion de bilan et de réflexion sur les projets à venir entre les deux collectivités.

DISPOSITIF CONJOINT FRANCO-MAROCAIN D'APPUI A LA COOPERATION DECENTRALISEE

➤ **Bourse à projets** du Dispositif conjoint franco-marocain d'appui à la coopération décentralisée. De nombreuses demandes d'expertise de la part de collectivités territoriales marocaines à destination de collectivités territoriales françaises :

THEMATIQUE PLANIFICATION, DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

1. Commune rurale d'Assrir

Titre : Renforcement des capacités de la Commune dans le domaine de la valorisation et de la commercialisation des produits locaux (figues de Barbarie notamment)

4. Commune rurale de Taghijte (11 200 hbts)

Titre : Renforcement des capacités de la Commune pour la mise en œuvre le suivi, et évaluation du PCD

5. Commune rurale de Rasamli (3540 hbts)

Titre : Renforcement des capacités de planification et de développement local

9 autres projets déposés par 5 collectivités territoriales marocaines :

Région du Souss Massa Drâa :

Commune urbaine de Tiznit (4 projets) :

- Préparation d'une carte des sites archéologiques ;
- Création d'un service de communication interne ;
- Elaboration d'un plan de déplacement urbain ;
- Etablissement d'une carte de précarité urbaine et périurbaine.

Commune de Tafraout El Mouloud : Encouragement à la création de coopératives de l'économie solidaire.

Commune d'Arbaa Ait Ahmed : Actualisation et activation du plan communal de développement.

Groupement de collectivités Al Warda : Valorisation du patrimoine culturel et développement des produits de terroirs autour de la fête des roses.

Région Tanger-Tétouan :

Commune urbaine de Tétouan :

- Accompagnement pour la création d'un centre d'hébergement et de réinsertion des femmes victimes de violence
- Création de circuits d'accès pour les personnes à mobilité réduite dans différents axes de la ville de Tétouan.

COOPERATION ECONOMIQUES

Rencontre

Organisation à Paris, par l'Institut du monde arabe en partenariat notamment avec l'Ambassade du Maroc en France, d'une rencontre sur le thème "Les enjeux clés du développement économique marocain" accompagnée d'espaces networking et de rendez-vous B to B en présence des acteurs clés du développement économique marocain, tels que la Chambre française de commerce et d'industrie du Maroc, l'AMDI ou Maroc Export, l'association Maroc Entrepreneurs, etc.

Informations

Publication du dernier numéro de « L'actualité vue par le Service économique de l'Ambassade de France au Maroc » : http://www.tresor.economie.gouv.fr/10463_actualite-vue-par-le-service-economique-de-rabat-novembredecembre-2014

Halieutique

Venue à **Concarneau** de 5 capitaines de pêche marocains pour y visiter le Centre de formation continue maritime et l'Ifremer, et évoquer d'éventuels axes de coopération, notamment en matière de formations sur le thème de la sécurité et de l'utilisation des NTIC à bord.

AUTRES COOPERATIONS

Marocains du Monde

Lancement du 1er portail privé de prestations consulaires à destination des Marocains du monde : www.infoconsulat.com.

AUTRES COOPERATIONS NATIONALES

COOPERATION AMERICANO-MAROCAINE

Diplomatie

Inauguration du nouveau complexe diplomatique de l'Ambassade des Etats-Unis à **Rabat** qui abrite désormais les bureaux de l'Agence USAID.

Gouvernance locale

Cérémonie de clôture du Programme de Gouvernance Locale (PGL), lancé en février 2010 par l'USAID et la DGCL. Visant à promouvoir «une participation accrue des citoyens, surtout les jeunes et les femmes à la gouvernance», par le biais de «collectivités locales plus efficaces et responsables», il s'est concentré sur les régions de **Rabat-Salé-Zemmour-Zaër, de Fès-Boulemane et de Doukkala-Abda**.

Entreprenariat

Organisation à **Marrakech** du 5ème Sommet global de l'entreprenariat (GES), initié par Barak OBAMA et qui se tenait pour la 1^{ère} fois en Afrique. Marqué par la présence du vice Président des USA, Joe BIDEN, il a été l'occasion de nombreuses rencontres sur la croissance durable, le climat des affaires, l'export, la responsabilité sociale, et d'autres thèmes d'actualité.

Incendies de forêt

Dans le cadre du programme de coopération entre le HCEFLCD et le US Forest Service sur thème des feux de forêts, organisation d'une formation au bénéfice des cadres marocains, qui a porté sur les aspects techniques d'organisation pour le suivi et le commandement des opérations d'alerte et d'intervention contre les feux de forêt.

COOPERATION CANADO-MAROCAINE

Diplomatie

Inauguration de la nouvelle Ambassade du Canada à **Rabat**, en présence du Ministre canadien du Développement international et de la Francophonie, C. PARADIS et de la Ministre déléguée des Affaires étrangères et de la Coopération, M. BOUAIDA.

Abandon scolaire

A l'occasion de sa venue à l'Ecole de Gouvernance et d'Economie de Rabat, M. PARADIS, Ministre canadien du Développement international et de la Francophonie a annoncé une contribution d'environ 8M\$ qui sera versée à l'UNICEF pour la mise en œuvre durant 4 ans, d'un projet spécialement conçu pour les jeunes Marocains qui ont quitté l'école ou risquent de l'abandonner. Ce projet prévoit aussi d'impliquer les communes, afin d'adapter l'offre locale de formation aux besoins locaux et d'offrir des services pour les jeunes à la recherche d'emploi ; des réseaux d'employeurs potentiels devraient également être établis pour faciliter l'embauche des jeunes.

COOPERATION COREO-MAROCAINE

Diplomatie économique

Visite officielle au Maroc du Premier ministre sud-coréen, Chung Hong-won, la 1^{ère} depuis l'établissement des relations diplomatiques entre le Maroc et la Corée du Sud en 1962. A cette occasion, ont été

évoqués les domaines de coopération prioritaires pour les 2 pays telles que l'infrastructure portuaire, les énergies renouvelables, les ressources hydriques et de l'environnement, les NTIC, etc.

COOPÉRATION GERMANO-MAROCAINE

Protection sociale

Organisation par le Conseil International de l'Action Sociale, avec l'appui de la Fondation Friedrich Ebert d'une conférence internationale sur « L'importance de la Sécurité Sociale pour le développement économique et social – Analyse du concept du socle de protection sociale »

Communication

Nouveau site web de la Fondation Friedrich Naumann pour la Liberté: www.fnst-maroc.org

Gouvernance locale

Organisation par le Centre Jacques Berque & la Fondation Heinrich Böll d'une journée d'études sur « L'expérience communale au Maroc : Enjeux et défis ».

COOPERATION HISPANO-MAROCAINE

Culture

Organisation à **Rabat** par le Cercle d'Amitié Hispano-Marocain, en collaboration avec la Maison Arabe, l'Ambassade d'Espagne au Maroc, l'Institut des Etudes Hispano-Lusophones, l'Institut Cervantès de Rabat et Legado Andalusi, d'un séminaire sur les arts plastiques sur le thème « Contextes pour la création: les arts plastiques ».

Aide

Suite aux intempéries qui ont fait de nombreux morts dans le sud marocain, envoi par Madrid d'une "aide d'urgence dans le cadre de la coopération militaire bilatérale".

COOPERATION SINO-MAROCAINE

Sciences et technologies

En marge de la 1ère réunion du comité mixte maroco-chinois de coopération scientifique et technologique, signature entre le Maroc et la Chine d'une « feuille de route" de coopération en sciences et technologies. Elle concerne la création d'un laboratoire/centre de recherche conjoint en sciences et technologies et le soutien du programme des jeunes scientifiques talentueux. Elle vise aussi la mise en place de projets de recherche conjoints en matière de protection des ressources hydriques destinées à l'alimentation en eau potable et de traitement des eaux usées, ainsi que la création d'un parc scientifique hi-tech au sein l'Université de **Kenitra**.

COOPERATION NORVEGO-MAROCAINE

Education

Organisation, à **Aït Addi**, village du Toubkal, (Province de El Haouz) d'un projet de coopération entre l'université de Lillehamer et l'Université Cadi Ayyad de **Marrakech**, destiné à encourager l'éducation en tant catalyseur du développement, en mettant à profit le travail collectif et le bénévolat.

COOPERATION SINO-MAROCAINE

Partenariat

A l'occasion du Forum d'affaires maroco-chinois, signature d'une trentaine de conventions dans le tourisme, la finance et l'énergie, les infrastructures, les banques et l'automobile.

COOPERATION MENA

Eau potable

Don de 23,5 M dh du Qatar à l'ONEE pour la réalisation d'un projet d'alimentation en eau potable en faveur de 11 douars de la province de **Guelmim**.

Administration

Signature d'un mémorandum d'entente entre le Maroc et la Jordanie en matière de modernisation de l'administration publique, afin d'échanger l'expertise en matière de développement des services publics.

COOPERATION MULTILATERALE

Union Européenne - Coopération

Signature entre le Maroc et l'UE d'un protocole d'accord relatif au nouveau cadre de coopération entre les deux parties pour la période 2014-2017 pour un budget estimatif de 8 à 10 milliards de dirhams. Ce nouveau "Cadre unique d'appui" pour la période 2014-2017, prévoit le financement de trois secteurs prioritaires. Il est question de l'accès équitable aux services sociaux de base (30%), le soutien à la gouvernance démocratique, à l'Etat de droit et à la mobilité (25 %), et l'appui à l'emploi, la croissance durable et inclusive (25 %). Il prévoit aussi le soutien supplémentaire au plan d'action et à la société civile (20 %).

Union Européenne – Droits de l'enfant

A l'occasion de la Journée internationale des droits de l'enfant, présentation par les partenaires du projet Tamkine-Migrants, soutenu par l'UE, de 2 publications : d'une part, de nombreuses recommandations pratiques sur l'intégration des migrants dans les secteurs de l'éducation, de la santé et dans le domaine de l'accès au droit, et d'autre part, un rapport de capitalisation d'expériences sur le volet médicosocial d'appui à la prise en charge de femmes migrantes enceintes et de leurs enfants.

Union Européenne - Culture

Organisation à Rabat de la 1^{ère} réunion du comité national du programme régional Med Culture financé par l'UE, qui a intégré une formation ayant pour objectif d'offrir aux participants des outils nécessaires pour promouvoir le secteur culturel marocain et d'initier un travail en commun entre les décideurs et les acteurs culturels afin de créer des conditions de travail favorables au développement culturel dans tout le Maroc. Med Culture est un programme lancé en février 2014 « pour accompagner la création d'un environnement institutionnel et social propice à la culture en tant que vecteur de la liberté d'expression et du développement durable ».

Union Européenne – Volontariat

Dans le cadre du projet «Volontariat: mûrir par l'expérience», initié par le Collectif marocain du volontariat (CMV) et financé par l'UE, organisation d'un séminaire de plaidoyer rassemblant des jeunes diplômés des villes d'Oujda, Taroudant, Errachidia et Safi qui ont relaté leur expérience de volontariat de 3 mois. Lors de cette rencontre, ont été restitués les résultats d'une étude menée sur l'apport du volontariat sur l'employabilité des jeunes diplômés au Maroc.

Union Européenne/Nations-Unies - Enfance

A l'occasion des 25 ans de la Convention internationale des droits de l'enfant présentation d'un manuel intitulé « Intégrer les droits de l'enfant dans la coopération pour le développement ». Fruit de 7 années de travail entre l'Unicef et l'UE, il vise à mettre à la disposition des représentants du gouvernement et de la société civile, un outil pratique qui leur permettra d'adopter une démarche axée sur les droits de l'enfant lors de la conception des programmes, des budgets, des politiques et des dispositions juridiques qui concernent le développement. Le document comporte 8 modules relatifs à des domaines clés, chacun d'entre eux contenant des outils d'application associés.

Nations-Unies – Migration

Organisation par l'OIM, en collaboration avec le PNUD et le Ministère Chargé des MRE et des Affaires de la Migration, d'un séminaire de lancement du programme « L'Intégration de la migration dans les stratégies nationales de développement ».

Nations-Unies – Patrimoine

Inscription par l'UNESCO de l'élément "l'Argan, pratiques et savoir-faire liés à l'arganier" sur la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité.

Nations-Unies – Volontariat

Organisation par le programme des volontaires des Nations unies (VNU) d'une « formation des formateurs en gestion de volontariat », en lien avec la Tunisie, dans le cadre du projet régional "Volontariat de la jeunesse arabe pour un meilleur avenir ».

Nations-Unies - Efficacité Energétique

Road Show marocain pour l'ADEREE, 2 nouveautés dévoilées

Avec le soutien du PNUD et du GEF, organisation par l'ADEREE d'un road show travers le Maroc de formation à la « Réglementation Thermique de Construction au Maroc », à travers des ateliers destinés à l'ensemble des acteurs du secteur du Bâtiment.

Nations-Unies – Tourisme durable

Organisation à New York de la cérémonie de lancement du programme 10YFP-Tourisme durable (10 Years Framework of Programmes - 10 YFP) relevant des Nations Unies et co-géré par le Maroc aux côtés de l'Organisation Mondiale du Tourisme. Ce programme « soutient la coopération entre les parties prenantes afin de développer et de mettre en œuvre des innovations et des bonnes pratiques dans le domaine de la planification du tourisme, avec pour objectif de parvenir à une utilisation efficace des ressources, des écosystèmes et du patrimoine culturel, de lutter contre la pauvreté et d'améliorer les moyens d'existence durables ».

Nations-Unies – Agriculture solidaire

Dans le cadre du Plan Maroc Vert, organisation à **Rabat** de la 1^{ère} édition du concours marocain des produits du terroir à l'initiative du ministère de l'Agriculture et de la Pêche maritime, en coordination avec l'Agence pour le Développement Agricole et de l'ONUDI.

Nations-Unies – Montagnes

Signature entre le Maroc et le FIDA d'un accord de prêt (25,5 M\$) et de don (0,5 \$), destinés au financement de la 1^{ère} phase du programme de développement rural des zones de montagne. La zone du programme couvre 32 communes dans les provinces de Séfrou et d'Azilal, où la zone montagneuse représente 80% de la superficie totale.

Banque Africaine de Développement – Bilan et Perspectives

Publication par la BAD de la revue à mi-parcours de ses opérations au Maroc pour les années 2012 à 2016, qui définit notamment la nature et les axes de son action pour les trois années à venir. Elle fait également le point sur la performance et les résultats des opérations que mène la BAD dans le pays.

Banque Africaine de Développement – Récompense

Attribution par la BAD du 3^{ème} prix d'excellence 2014 de sa présidence au projet de la centrale thermique d'Aïn Ben Mathar au Maroc.

COOPERATIONS SUD SUD

Agriculture

Organisation à **Rabat**, par le ministère de l'Agriculture et de la Pêche maritime de la 1^{ère} édition du séminaire international sur la formation professionnelle agricole et rurale en Afrique sous le thème « Rôles de la formation professionnelle agricole pour répondre aux défis des différentes formes d'agriculture en Afrique », et ce, en partenariat avec la FAO, le ministère français de l'Agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, le réseau international formation agricole et rurale et la Confédération marocaine de l'agriculture et du développement rural.

Cambodge

Signature d'un protocole d'accord entre le Maroc et le Cambodge qui « dessine les contours de la mise en place d'un mécanisme consultatif visant à renforcer les relations bilatérales et la coopération entre les deux pays ».

Brésil

Dans le cadre de la 1^{ère} édition du Forum économique Maroc-Brésil, à **Marrakech**, signature entre les 2 pays de 3 conventions pour le développement de la coopération économique et la promotion des échanges commerciaux.

Gabon

Signature d'une convention de coopération et de partenariat entre la Cour de cassation marocaine et son homologue gabonaise.

LES NOUVELLES DU MAROC

Droits de l'Homme

Organisation à **Marrakech** de la 2^{ème} édition du Forum mondial des Droits de l'Homme (FMDH) en présence de 7000 personnes venant de 95 pays. 200 espaces d'expression ont été programmés pour débattre sur les droits des jeunes, la parité, les migrants, les enfants, les personnes en situation de handicap, les médias, la formation à la démocratie, etc.

Culture

Après plus de 2 ans d'inventaire et de diagnostic de la culture marocaine, l'Association Racine et ses partenaires nationaux et internationaux, ont présenté leurs recommandations sur la politique culturelle du Maroc, lors des « États généraux de la culture », à travers un document de travail intitulé "Vers une politique pour mettre la culture au coeur du développement au Maroc". 3 ateliers thématiques ont abouti à des recommandations précises des professionnels et des opérateurs culturels en termes de : Education, formation et transmission/ Production et valorisation/Diffusion et publics

A cette occasion, a également été présentée sa base de données cartographiée des lieux culturels du Maroc : www.artmap.ma

Alphabétisation

Organisation à **Rabat** de la 1^{ère} réunion du Conseil d'administration de l'Agence nationale de lutte contre l'analphabétisme (ANLCA), lors de laquelle a été exposée sa feuille de route 2014-2020, ses plans d'action, son budget, etc.

Immigration

Selon le ministère des MRE et de la migration, 10 000 personnes en situation illégale au Maroc ont été régularisées en 11 mois.

Economie Sociale et Solidaire

Organisation du Social Talk 2014 par l'Association Oléa Institut pour le développement et l'entrepreneuriat solidaires, sur le thème "L'entrepreneuriat social, une nouvelle voie pour le développement", et à l'issue duquel a été créé le Collectif marocain pour le développement et l'entrepreneuriat solidaire.

Migration

Edition en ligne par Le Gadem (Groupe antiraciste d'accompagnement et de défense des étrangers et des migrants au Maroc) d'un guide juridique relatif au statut des étrangers au Maroc, et ce, sous forme de mind map : <http://gadem-guide-juridique.info/>

L'INTERVIEW DU MOIS

Taâwoun accueille **Abdeslam DAHMAN**, Secrétaire Général de l'association TARGA-AIDE
[Taâwoun : L'association Targa-AIDE est très présente dans la sphère du développement local au Maroc. Pourriez-vous nous présenter cette ONG active depuis plus de 15 ans ?](#)

Abdeslam DAHMAN : L'association Targa a été créée en 1998 à l'initiative d'un groupe d'enseignants chercheurs. Les premières activités de l'association ont consisté en la réalisation de petits projets de développement mis en place de façon concertée avec les populations rurales dans un certain nombre de zones enclavées du Haut Atlas, du Rif et dans des oasis.

A ses débuts, les missions de Targa consistaient principalement, à travers une démarche de recherche/action, à améliorer les conditions de vie des populations rurales, à instaurer une utilisation durable des ressources naturelles et à promouvoir la recherche-action interdisciplinaire autour du développement humain durable des populations vivant dans des zones rurales à écologie fragile.

Au fil des années, à travers l'expertise et l'approche qu'elle a développées, Targa s'est vue de plus en plus sollicitée par des départements ministériels, des collectivités locales et certains organismes étatiques. Les changements contextuels du Maroc, dont l'accélération du processus de la décentralisation, ont amené les pouvoirs publics à adopter une approche participative du développement et à introduire des innovations conceptuelles et méthodologiques dans leur travail avec les populations. A la demande de ses partenaires, Targa s'est alors beaucoup investie dans l'accompagnement et le renforcement des capacités des acteurs locaux ainsi que dans la mise en œuvre de programmes publics de développement. Cette évolution s'est traduite par un élargissement des métiers de l'association vers le management territorial et par un redimensionnement de ses équipes. Targa est présente dans 11 provinces essentiellement du Nord du Maroc.

T : Quels sont vos principaux programmes en cours ?

AD : Depuis 2010, dans le cadre d'un partenariat avec la Direction Générale des Collectivités Locales et l'Agence pour la Promotion et le Développement des Provinces du Nord, Targa accompagne les communes de moins de 35 000 habitants des provinces des régions de Tanger-Tétouan et Taza-Al Hoceima-Taounate à élaborer et mettre en œuvre leur Plan Communal de Développement. Pour l'association, il s'agit du programme qui mobilise le plus de ressources (huit équipes sur le terrain...).

Par ailleurs Targa appuie depuis 2012 l'élaboration et la mise en œuvre des Initiatives Locales de Développement Humain de 6 communes rurales et d'un quartier urbain de la province de Chefchaouen. L'originalité de l'approche de travail développée par Targa réside dans la recherche systématique de synergies sur un même territoire entre le programme de l'INDH et celui du PCD.

Conformément à sa vocation initiale, Targa poursuit ses activités d'études et de recherche, notamment sur la gouvernance locale et, depuis peu, dans le domaine de l'Economie Sociale et Solidaire. Nous avons été mandatés par l'Agence du Sud pour élaborer une stratégie de développement de l'Economie Sociale et Solidaire dans les provinces du Sud du Maroc. Une étude préliminaire est en cours de finalisation. Nous démarrons également un nouveau projet en partenariat avec le Collectif Démocratie et Modernité qui s'inscrit dans la continuité d'une étude menée précédemment sur la bonne gouvernance économique des CL au Maroc. Ce projet comporte 3 volets fortement liés : la révision de la charte communale, le budget participatif et la labellisation des communes sur des critères de Bonne Gouvernance.

Par ailleurs nous apportons une expertise technique à un projet expérimental d'équipement solaire d'une station de pompage à Ouarzazate. Cette expérience représente un modèle démonstratif des applications possibles des énergies renouvelables.

T : La territorialisation des données constitue l'une des spécialités de Targa-AIDE ; de quoi s'agit-il ?

AD : La territorialisation des données est à comprendre comme une caractérisation scientifique d'un territoire par la récolte et l'organisation de données pour en tirer des indicateurs qui permettront une meilleure connaissance de ce même territoire. Dans le cadre de l'appui à la planification communale, nous avons procédé à des enquêtes systématiques auprès de l'ensemble des foyers et des responsables communaux de plus de 200 communes. Pour chaque commune, les données collectées ont été introduites dans une plateforme informatique, le système d'information communal. Ces données ont par la suite été traitées, calcul d'indicateurs (élaboration d'un indicateur d'enclavement social), agrégation à différentes échelles territoriales (provinciale, régionale...) et ont donné lieu à la production d'un ensemble de cartes caractérisant le territoire de chaque commune. Ces outils ont permis d'identifier les zones socialement enclavées présentant de gros déficits dans les deux régions du Nord Tanger-Tétouan et Taza-Al Hoceima-Taounate.

Les données ainsi disponibles portent sur la population, l'économie locale, les équipements et infrastructures de base, le milieu naturel... pour toutes les communes de moins de 35 000 habitants du Nord du Maroc.

Les cartes réalisées mettent en exergue le patrimoine communal et notamment ses pistes.

Globalement, les responsables locaux manifestent un vif intérêt pour cette connaissance affinée du territoire qu'ils administrent.

T : Vous êtes également impliqué dans la coopération décentralisée, de quelle façon ?

AD : En effet, Targa s'implique depuis peu dans la coopération entre communes belges et marocaines à travers son antenne locale de Bruxelles, l'ASBL Targa Belgique, créée en 2013. A titre d'exemple, nous accompagnons la ville de Hasselt en Flandre dans son jumelage avec les communes de Missouri et Outat El Haj (province de Boulmane) et avons réalisé des formations à Mokrisset dans le cadre d'un partenariat avec la commune de Molembeek (Bruxelles).

Les constats relevés des expériences de coopération décentralisée entre les 2 pays, dont certaines sont cependant très satisfaisantes, révèlent plusieurs failles. La coopération décentralisée entre territoires reproduit le plus souvent les schémas de la coopération

internationale classique alors qu'elle pourrait se focaliser sur l'échange d'expérience, le renforcement des capacités en matière de gouvernance et l'ingénierie territoriale, la participation... Les partenariats sont trop souvent vécus comme un simple transfert financier n'apportant au final que peu de bénéfices à long terme à la collectivité. Une méconnaissance réciproque des collectivités concernées ainsi qu'une faible implication de la diaspora dans ces projets sont également observées.

Pour limiter ce genre d'écueil et donner tout son sens à cette coopération, Targa Belgique se propose de promouvoir une meilleure connaissance (historique, économique, politique, culturelle) des deux pays et d'appuyer et orienter les projets de coopération décentralisée à travers des échanges. Targa Belgique et Targa Maroc projettent d'élaborer ensemble une méthodologie évolutive de coopération entre communes facilitant le choix des champs de coopération prioritaires pour les communes, le choix des partenaires, la définition participative des objectifs, l'échange d'informations, la transparence, les modalités de réalisation des actions, l'implication de la diaspora, etc.

Afin de mieux connaître les dynamiques et les liens qui existent entre la diaspora marocaine en Belgique et ses communautés et territoires d'origine et de recenser les atouts et contraintes rencontrées par les collectivités locales belges et marocaines partenaires dans leurs expériences de coopération, nous allons lancer très prochainement une enquête exploratoire en Belgique. Il s'agira de mieux comprendre le rôle que joue la diaspora marocaine résidant en Belgique dans le co-développement des deux pays et d'évaluer dans quelle mesure elle est susceptible de s'impliquer dans des projets avec les communes d'origine, éventuellement par le biais de la coopération décentralisée. En effet, nous pensons que l'implication de la diaspora marocaine dans les dynamiques de coopération décentralisée avec le Maroc représente un atout important pour la réussite des initiatives menées dans ce cadre.

Par ailleurs, Targa Belgique projette d'organiser un séminaire début 2015 où seront présentés les résultats de l'enquête et l'approche méthodologique que nous souhaitons développer pour valoriser la coopération décentralisée entre les deux pays.

T: Quelles sont les priorités à venir de Targa-AIDE ?

AD : Targa souhaite s'impliquer très activement dans le processus de régionalisation avancée à travers un accompagnement adapté des acteurs concernés. Dans ce sens, nous avons développé, dans le cadre d'un projet en partenariat avec l'Agence Catalane de Coopération au Développement, une méthodologie de mise en cohérence des produits des planifications communales à l'échelle régionale afin d'envisager des solutions de développement harmonisées pour la région de Tanger-Tétouan.

D'autre part, un deuxième axe d'intervention prioritaire de Targa porte sur les activités génératrices de revenu. L'approche que nous adoptons vise à sortir de la logique AGR classique pour passer à une logique plus intégrée et soutenue d'économie sociale et solidaire.

Enfin Targa souhaite travailler à la mise en convergence d'un certain nombre de politiques publiques au niveau local, c'est le cas notamment de l'INDH et des planifications territoriales communales.

NOUVELLES COOPERATION AVEC DES COLLECTIVITES LOCALES MAROCAINES

* **Maroc – France** : CU d'Asrir et la Ville de Portiragnes

* **Maroc - Mauritanie** : Mémoire d'entente entre Nouakchott et Tanger

MOUVEMENTS/NOUVELLES NOMINATIONS/DISTINCTIONS

- Réélection du juge marocain **Mohamed BENNOUNA** à la **Cour Internationale de Justice**
- **Bertrand FORT** succède à Jean-Michel DESPAX, en tant que Délégué pour l'Action extérieure des Collectivités territoriales au ministère des Affaires étrangères et du Développement international (France)

RENDEZ-VOUS

- 3/12/2014 à **Casablanca** : Conférence sur « Patrimoine et création » par l'Université Populaire du Patrimoine/Casamémoire
- 4/12/2014 à **Rabat** : Conférence nationale sur l'état des lieux du droit d'accès à l'information par l'Espace Associatif.
- 5/12/2014 à **Casablanca** : Journée Européenne des Langues par les Instituts Culturels européens.
- 11/12/2014 à **Rabat** : Conférence sur "Croissance, investissement public et politiques sociales: le projet de Loi de Finances en débat chez les économistes" par l'EGE Rabat
- 11-12/12/2014 à **Marrakech** : Sommet panafricain du financement des autorités locales » par FMDV et CGLUA
- 13/12/2014 à **Rabat** : Colloque sur le « Bilan du Maroc dans le domaine des droits de l'homme » par le Forum de la Dignité pour les Droits de l'Homme (Al Karama)
- 16-17/12/2015 à **Casablanca** : Conférence annuelle de l'emploi en Afrique par la CGEM et l'OIT
- 18-21/12/2014 à **Zagora** : 3^{ème} édition du Forum international des oasis et du développement local sur le thème « L'agriculture familiale des oasis : opportunités et menaces ».
- 23-24/4/2015 à **Rabat** : Colloque sur « Etat, gouvernementalité et changement » par le GRET
- 1-5/12/2015 à **Johannesburg** : 7^{ème} édition du sommet Africités par CGLUA

APPELS A PROJETS / ANNONCES

➤ Lancement de l'appel à projets de la Fondation de France, « Méditerranée, d'une rive à l'autre » destiné Accompagner l'insertion économique des jeunes en Algérie, au Maroc et en Tunisie. Les projets soumis devront bénéficier à de jeunes adultes, femmes et hommes, âgés approximativement de 18 à 30 ans, en situation de précarité sociale et d'exclusion économique. Au Maroc, l'appel à projets vise uniquement les initiatives mises en place dans les régions de **l'Oriental et de Tadla-Azilal**.

Date limite : 5/1/2015 + d'info : <http://www.fondationdefrance.org/Nos-Aides/Vous-etes-un-organisme/Solidarite-avec-les-personnes-vulnerables/A-l-international/Partenariats-en-Mediterranee>

➤ Lancement par l'Agence des Villes et Territoires Méditerranéens durables (AViTeM) de la session 2015 de son Cycle de séminaires de haut niveau sur la question : "Planification stratégique dans les métropoles de Méditerranée : de la vision au(x) projet(s)".

+ d'info et inscriptions : <http://avitem.org/fr/Session-2015-du-Cycle-de-seminaires-de-haut-niveau-les-a20.html#eve91>

➤ L'Agence des Villes et Territoires Méditerranéens durables (AViTeM) organise un concours photo à destination des moins de 28 ans, pour les inviter à s'exprimer sur leur vision de la Méditerranée, son futur, leurs critiques et leurs espérances.

Date limite : 31/12/2014 + d'info : <http://avitem.org/fr/http://avitem.org/fr/FlashMed-le-concours-photo-de-l-AViTeM-a172.html>

➤ La Délégation pour l'Action Extérieure des Collectivités Territoriales (DAECT) du ministère français des Affaires étrangères et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) ont lancé un appel à projets triennal 2013-2015. L'appel à projets s'adresse aux collectivités territoriales françaises et leurs partenaires étrangers dans le cadre d'un partenariat de coopération décentralisée qui utilise le cadre d'articulation ART du PNUD. Le Maroc fait partie des 10 pays éligibles.

Les dossiers de demande de subvention peuvent être déposés tout au long de l'année 2014
+ d'info : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/action-exterieure-des/appels-a-projets-et-fonds-en/appele-a-projets-pnud/>

ABREVIATIONS/INDICATIONS

AACID : l'Agence Andalouse de Coopération Internationale pour le Développement
 ACDI : Agence canadienne de développement international
 ADEREE : Agence Nationale pour le Développement des Energies Renouvelables et de l'Efficacité Energétique
 ADS : Agence de Développement Social (Maroc)
 AECID : Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement
 AFD : Agence Française de Développement
 AFEM : Association des Femmes Chefs d'Entreprise au Maroc
 AMCI : Agence Marocaine de Coopération Internationale
 AMDI : Agence Marocaine de Développement des Infrastructures
 AMPCC : Association Marocaine des Présidents de Conseils Communaux
 ANAPEC : Agence Nationale de Promotion de l'Emploi et des Compétences (Maroc)
 ANCLM : Association Nationale des Collectivités Locales du Maroc (Maroc)
 APP : Agence du Partenariat pour le Progrès (Maroc & MCA/MCC)
 AREF : Académie Régionale d'Education et de Formation (Maroc)
 ARF : Association des Régions de France
 ARLEM : Assemblée Régionale et Locale Euro-Méditerranéenne
 ARM : Association des Régions Marocaines
 BAD : Banque Africaine de Développement
 BERD : Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement
 BID : Banque Islamique de Développement
 BM : Banque mondiale
 BNRM : Bibliothèque Nationale du Royaume du Maroc
 CCME : Conseil de la Communauté Marocaine à l'Etranger
 CDG : Caisse de Dépôt et de Gestion (Maroc)
 CFCIM : Chambre Française de Commerce et d'Industrie au Maroc
 CGEM : Confédération Générale des Entreprises du Maroc
 CGLU : Cités et Gouvernements Locaux Unis
 CGLUA : Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique
 CNDH : Conseil National des Droits de l'Homme
 CRI : Centre régional d'investissement (Maroc)
 DDC : Direction du Développement et de la Coopération Suisse
 DGCL : Direction Générale des Collectivités Locales du Ministère de l'Intérieur (Maroc)
 FAMSI : Fonds Andalou des Municipalités pour la Solidarité Internationale
 FAO : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
 FIDA : Fonds international du développement agricole
 FNUAP : Fonds des Nations Unies pour les populations
 GIZ : Agence allemande de coopération internationale
 HCP : Haut Commissariat au Plan (Maroc)
 HCEFLCD : Haut Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte contre la désertification (Maroc)
 HCR : Haut Commissariat pour les Réfugiés
 INDH : Initiative Nationale pour le Développement Humain (Maroc)
 IRD : Institut de Recherche pour le Développement (France)
 IRES : Institut Royal des Etudes Stratégiques (Maroc)
 ISESCO : Organisation islamique pour l'éducation, la science et la culture
 JICA : Agence japonaise de coopération internationale
 KOICA : Agence coréenne de coopération internationale
 MAE : Ministère des Affaires étrangères (France)
 MAEC : Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération (Maroc)
 MAP : Maghreb Arabe Presse (agence de presse officielle du Maroc)
 MCA/MCC : Millenium Challenge Account/Corporation
 MENA : region Middle East North Africa
 MRE : Marocains Résidents à l'Etranger
 OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques
 OCP : Office Chérifien des Phosphates
 OFPPT : Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (Maroc)

OIM : Organisation Internationale pour les Migrations
OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONE : Office National de l'Electricité (Maroc)
ONEP : Office National de l'Eau Potable (Maroc)
ONEE : Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable (fusion de l'ONE et ONEP)
PCM : Programme Concerté Maroc (France-Maroc)
PNUD : Programme des Nations-Unies pour le Développement
PNUE : Programme des Nations-Unies pour l'Environnement
SCAC : Service de Coopération et d'Action Culturelle de l'Ambassade de France
SIAM : Salon International de l'Agriculture au Maroc
UE : Union européenne
UMA : Union du Maghreb Arabe
UNIFEM : Fonds des Nations-Unies pour la Femme
UNOPS : Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
UPM : Union Pour la Méditerranée
USAid : Agence Américaine de Développement International

1 dh = 0,09 € / 1 € = 11,07 en octobre 2014



Le Mot de la Rédaction

Avertissement : Les propos figurant dans cette publication n'engagent pas la responsabilité de la CNCD, ni de l'Ambassade de France à Rabat, ni celle des pouvoirs publics marocains.

Abonnement/Désabonnement :

Pour vous désinscrire, merci de nous renvoyer un mél avec le titre « désinscription », nom et collectivité. Pour recevoir directement « Taâwoun, la Lettre des Coopérations au Maroc », envoyez vos coordonnées (nom, prénom, fonction, institution) à marocoop@gmail.com

Taâwoun est votre Publication : N'hésitez pas à nous transmettre vos suggestions et toutes les informations et annonces que vous souhaitez y voir paraître. Contact : marocoop@gmail.com

Marocoop Conseil, agence de conseil en Coopération décentralisée basée au Maroc, est à votre disposition pour vous accompagner dans toutes vos démarches de développement de coopérations avec des collectivités marocaines : recherche de partenaire, ingénierie de projets, recherche de cofinancements, évaluation, formation.

Elodie MARTELLIERE SADOUK - Marocoop Conseil

BP 4394 – Rabat Tour Hassan – 10020 RABAT tél : 00 212 (0)663 31 40 02